

JEUDI 31 JUILLET 2014

- = « **La grande remise à zéro du système est officiellement admise. Elle aura lieu. Préparez-vous !** » p.1
- = FLASH SPECIAL 4 missiles balistiques ukrainiens tirés vers les zones des séparatistes!!! p.4
- = SPÉCIAL Chômage américain : officiellement « d'excellents chiffres », en vrai c'est la catastrophe !! p.5
- = **L'Argentine en « défaut sélectif »** p.9
- = Excusez-moi d'exister p.10
- = La montagne de produits dérivés de la Deutsche Bank commence à inquiéter les autorités américaines p.12
- = Au bas de l'échelle sociale, la dette menace de rebasculer p.14
- = Le vrai sens de la dette publique ? Un déficit de démocratie p.16
- = « Au revoir et à bientôt... » p.18
- = « Comment résister à la crise ? Choisir son emploi, sa localisation et devenir résilient ?... » p.21
- = Alerte rouge ? Les USA vont déployer des têtes nucléaires en Ukraine p.26
- = La Russie hausse le ton p.27
- = UKRAINE. Moscou menace Washington de conséquences "concrètes" p.30
- = Les sanctions sont un jeu perdant-perdant-perdant p.32
- = New York : 500 \$ pour dénoncer quelqu'un qui achète des produits « survivalistes » p.32
- = La Libye en proie au chaos total ! p.34
- = Découvrez le véhicule tricycle biplaces dont les créateurs pensent qu'il va conquérir le monde p.37



« La grande remise à zéro du système est officiellement admise. Elle aura lieu. Préparez-vous ! »

Charles Sannat 31 juillet 2014



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Comme vous le savez, je conteste la réalité de la reprise mondiale que l'on tente de nous vendre actuellement et depuis maintenant presque deux années.

La croissance n'est pas au rendez-vous. Certes les bénéfices augmentent comme l'explique très bien Martin Prescott dans sa dernière vidéo que je vous fais découvrir dans l'édition d'aujourd'hui du Contrarien Matin. Pour lui, et je partage totalement son analyse (mais c'est toujours important de

vous montrer qu'un Olivier Delamarche ou un Charles Sannat ne sont pas les seuls dans le monde à penser ce que l'on pense), l'augmentation des bénéfices des entreprises est réel certes, mais il résulte en très grande partie des licenciements et des réductions de coûts dans les sociétés. Les chiffres d'affaires, eux, sont sans doute possible orientés à la baisse. Or le chiffre d'affaires est le seul véritable indicateur des volumes de transaction et bien évidemment une des composantes essentielles du calcul du PIB et donc de la croissance économique générale.

Le grand « reset » est officiellement admis par le FMI

Mais ce n'est pas tout, ou en tout cas pas le plus important. Cela va vous demander un effort. J'en suis conscient car Christine Lagarde, la patronne du FMI, y parle en anglais dans le texte pendant 30 minutes. Mais je vous demande vraiment de consacrer au moins une demi-heure de votre temps à regarder cette vidéo. L'avantage c'est que dame Christine est un peu française sur les bords et que sa prononciation de la langue de Shakespeare nous est parfaitement familière. Disons que vous avez plus de chance de comprendre ce que raconte Lagarde que ce que tentera de vous dire avec son accent pourri le texan moyen.

L'avantage c'est que même si vous ne parlez pas l'anglais, vous n'avez qu'une chose à retenir. Qu'un seul mot. Le mot « reset », que l'on peut traduire par « remise à plat » en français. Ecoutez et cherchez et comptez simplement le nombre de fois où elle va prononcer ce mot en trente minutes. Il s'agit d'une intervention lors du forum économique de Davos.

Nos dirigeants sont donc censés être pleinement informés de ce qu'il va se passer dans les années ou les mois à venir et nous allons vivre en vrai une grande remise à plat du système monétaire mondial car au bout du chemin, il n'y aura aucune autre solution. N'oubliez pas que cela ne sera pas douloureux. Cela le sera. Cela fera mal et encore plus aux patrimoines.

C'est la raison principale pour laquelle vous devez vous préparer. Cette vidéo est accessible pour vous dans cette édition du Contrarien Matin et je remercie notre camarade contrarien du Québec Martin Prescott d'avoir mis en avant cette vidéo de Christine Lagarde car elle est effectivement essentielle.

L'Italie se fait retoquer par Bruxelles

Pendant ce temps, nous avons appris aujourd'hui que l'Italie s'était fait taper sur les doigts par Bruxelles car finalement il manque des sous dans la caisse mais cela n'est pas une surprise et il faudrait que Renzi (qui a gagné les élections européennes en redonnant des sous aux Italiens) augmente les impôts de 9 milliards d'euros, soit deux fois plus que ce qu'il vient de rendre à sa population.

Mais maintenant que les élections sont passées, les Italiens vont pouvoir se faire tondre tranquillement et sans conséquences « démocratiques » désagréables possibles. C'est beau la politique et l'art de prendre les peuples pour des cons.

L'enquête ADP sur l'emploi aux États-Unis révèle un climat de morosité

Une dépêche Reuters nous a appris que d'après « l'enquête mensuelle ADP, le secteur privé américain n'a créé que 179 000 postes le mois dernier alors que les économistes interrogés par Reuters en attendaient en moyenne 210 000 ».

C'est évidemment une déception supplémentaire mais cela n'empêchera probablement pas les marchés boursiers américains de terminer la séance à nouveau en hausse tellement tout va mieux que bien dans ce bas monde.

Le grand « reset » de Lagarde sera votre grande ruine

Comprenez-moi bien, je n'éprouve aucun plaisir à vous annoncer de mauvaises nouvelles. Je préférerais vous annoncer un avenir radieux, plein de joie, de bonheur et de richesse, hélas tous les éléments factuels dont nous disposons démontrent très clairement à qui accepte de ne pas faire l'autruche que nous sommes engagés sur une pente dangereuse et vraisemblablement sans retour.

L'ultime étape de cette crise sera monétaire et je vous repose le mécanisme que nous avons, que vous avez vécu depuis 2007 (même si les causes de cette crise sont multiples et plus profondes, pour ceux qui veulent mieux comprendre, lisez le hors-série « Les vraies raisons de la crise » accessible gratuitement en téléchargement sur le site du Contrarien Matin).

La crise immobilière américaine a entraîné la crise des subprimes. Les

impayés de crédit ont conduit à une crise bancaire. Elle s'est transformée en crise financière et boursière. Cela a engendré une crise économique et une récession d'ampleur historique. Les États sont intervenus, ce qui a amené une augmentation exponentielle de l'endettement des pays pour la plupart déjà largement endettés, d'où une crise de l'endettement des États confinant à l'insolvabilité généralisée. Du coup, les banques centrales interviennent et émettent de plus en plus de monnaie. Au bout du compte et pour faire face à un niveau de dette jamais atteint, l'ultime étape de la crise sera monétaire. À l'effacement des dettes correspondra un effacement de l'épargne et l'arrivée de nouvelles monnaies. Les compteurs auront été remis à zéro et le grand « reset » aura eu lieu. Vous serez probablement ruiné. Puis les choses repartiront comme avant jusqu'à la prochaine grande ruine. Car l'économie est cyclique et une crise majeure frappe le système tous les siècles.

FLASH SPECIAL 4 missiles balistiques ukrainiens tirés vers les zones des séparatistes!!!

Charles SANNAT 31 juillet 2014

C'est une information d'une très grande gravité dont seule la chaîne CNN a rendu compte.

Pour la première fois depuis le début de ce conflit, le gouvernement de Kiev, soutenu par l'Union Européenne et les Etats-Unis a lancé 4 missiles balistiques SS-21 susceptible de transporter rien de moins qu'une charge nucléaire!

Ces 4 missiles ont été abattu par les forces de défenses russes sans que l'on sache précisément comment ils ont été détruit.

Ces tirs ont provoqué le déploiements de l'armée russe qui a été à deux doigts de lancer une offensive de grande envergure sur l'Ukraine.

Nous jouons avec le feu, et le feu... ça brûle.

Cette information a bien été confirmé, mais les provocations des forces et alliés de l'OTAN ne font pas la « une » de nos médias.

N'oubliez pas, « radio Paris ment... »

SPÉCIAL Chômage américain : officiellement « d'excellents chiffres », en vrai c'est la catastrophe !!

Charles Sannat 31 juillet 2014

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Oyez, oyez braves imbéciles, excellente nouvelle portée à votre connaissance par sa sainteté le Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

Le chômage baisse à son plus bas niveau, c'est la reprise, la croissance est là, le monde est merveilleux et vos élites veillent sur vous.

C'est d'ailleurs tellement la croissance que le premier trimestre américain a vu une croissance légèrement négative s'établir à un petit - 2,9 %, ce qui est tout de même la preuve de la vigueur et du dynamisme américain.

Mais ne regardons pas le passé, regardons l'avenir, et notre futur est radieux, comme en attestent les derniers chiffres du chômage pour lesquels il faut croire qu'aucun analyste n'a pris le temps ne serait-ce que de lire la synthèse officielle du BLS que je vous livre ici en exclusivité pour vous, lecteurs du Contrarien Matin.

Mais avant, rions un peu ensemble. Voici la dépêche AFP (Agence France Propagande) qui se félicite donc de cette situation extraordinaire pour l'économie américaine.

Wall Street : l'emploi américain porte le Dow Jones au-delà des 17 000 points

« Wall Street ouvrait en fanfare jeudi, emmenant son indice vedette le Dow Jones au-dessus du seuil psychologique des 17 000 points pour la première fois de son histoire, après l'annonce d'une embellie spectaculaire du marché du travail américain en juin. »

Et puis quand l'AFP est dithyrambique... elle l'est !!

« Un rapport mensuel sur l'emploi jugé excellent sur toute la ligne permettait à la place new-yorkaise de repousser encore ses limites tout juste avant le long week-end du 4 juillet, fête de l'Indépendance américaine. »

Ensuite l'AFP va interroger un expert (un type sérieux, pas un mauvais garçon comme moi qui ose aller lire les petits caractères dans les papiers

qu'on lui donne gentiment).

« C'est positif à tous les niveaux, a jugé Gregori Volokhine de Meeschaert Financial Services. Pour la consommation, pour l'industrie, sans compter que cela fait un peu remonter le dollar, une bonne nouvelle pour la facture énergétique des États-Unis, en pleine hausse des prix du pétrole sur fond de crise irakienne. »

Enfin, toujours selon notre analyste sérieux, « ce rapport ne semble pas montrer de tension inflationniste ». En effet, « la seule chose qui aurait pu inquiéter les investisseurs, c'est une trop forte augmentation du salaire horaire, qui se traduit ensuite par une hausse des coûts, mais cette menace est écartée pour l'instant »...

Ouf, je dois vous avouer qu'un instant j'ai frémis d'angoisse à l'idée que les salaires des gens se mettent à monter plus rapidement que l'inflation et que la plèbe commence à s'enrichir un peu... cette idée est insupportable. Mais soyez sans crainte, le risque est écarté...

Et c'est sûr que de l'inflation sur les salaires, nous ne sommes pas prêts à en voir et encore moins aux USA et c'est d'ailleurs cela qui devrait se faire gratter la tête à nos crânes d'œuf de spécialistes.

Comment se fait-il qu'avec un taux de chômage bientôt sous les 6 %... c'est-à-dire « presque » du plein-emploi, il n'y ait aucune tension inflationniste sur les salaires ?

Et figurez-vous que la réponse figure en toutes lettres et de façon parfaitement compréhensible dans le dossier du BLS, qui est le bureau du labour statistiques en français. En clair, c'est l'organisme officiel qui vous donne les chiffres officiels. Ils ne mentent même pas... Ce sont les interprétations que l'on vous sert qui sont mensongères.

Les chiffres en vrais. Traduction des passages importants du dossier du BLS à la portée de tous pour comprendre l'ampleur du mensonge et de la désinformation à laquelle vous êtes soumis.

Ça commence comme ça :

Le total de l'emploi salarié non agricole a augmenté de 288 000 en juin, et le taux de chômage a diminué à 6,1 pour cent selon le Bureau of Labor

Statistics des États-Unis.

Les gains d'emplois ont été généralisés (comprendre dans tous les secteurs), et en particulier tirés par la croissance de l'emploi dans les services professionnels et d'affaires, les services, le commerce de détail, les services de restauration et débits de boissons, et les soins de santé...

La fracture sociale américaine en chiffres avec quelques menues disparités, mais tout va bien.

Parmi les principaux groupes de travailleurs, les taux de chômage des femmes adultes (5,3 pour cent) et les Noirs (10,7 pour cent) ont diminué en juin, et le taux a augmenté pour les adolescents (21,0 pour cent). Les taux pour les hommes adultes (5,7 pour cent), les Blancs (5,3 pour cent), et les Hispaniques (7,8 pour cent) ont montré peu de changement.

Le taux de chômage était de 5,1 pour les Asiatiques pour cent (non désaisonnalisé), peu changé par rapport à l'année précédente.

Un ratio emploi-population au plus bas niveau historique !!

En juin, le taux de participation à la population active civile était de 62,8 pour cent. Le ratio emploi-population reste stable à 59,0 pour cent, et a montré peu de changement au cours du mois, mais est en hausse de 0,3 point de pourcentage au cours de l'année.

(NDLR il s'agit du taux le plus bas depuis les années 60...)

Accrochez-vous... lorsque la vérité dans sa cruauté totale apparaît !!

Le nombre de personnes employées à temps partiel pour des raisons économiques (parfois appelé travailleurs à temps partiel involontaires) a augmenté de 275 000 en juin à 7,5 millions.

Le nombre de travailleurs à temps partiel involontaires est en baisse sur l'année, mais n'a montré aucune tendance claire dans les derniers mois. Ces personnes travaillaient à temps partiel parce que leur nombre d'heures avait été réduit ou parce qu'ils ont été incapables de trouver un emploi à temps plein.

Arrêt sur image....

Soit une hausse « spectaculaire », « géniale », « extraordinaire » de 288 000 créations de postes au total DONT... 275 000 personnes appelées parfois « travailleurs à temps partiel involontaires »...

Hahahahahahahahahahaha oui c'est bien ça, vous avez bien lu et tout compris, et c'est là maintenant que vous pouvez rigoler en cœur face à l'immense mensonge de la croissance américaine en « croissance négative de 2,9 % » et où le chômage baisse de manière « spectaculaire »...

À ce niveau de mensonge, vous devez commencer à vous inquiéter très sérieusement pour la suite des événements.

Les découragés de la recherche d'emploi qui sortent du calcul...

Ces personnes (554 000) ne sont pas dans la population active, bien qu'étant disponibles pour travailler et ayant cherché un certain temps un travail dans les 12 mois précédents.

Ils ne sont pas comptabilisés comme chômeurs parce qu'ils n'ont pas cherché de travail au cours des 4 semaines précédant l'enquête.

(NDLR : François Hollande, fais pareil, sors des stats tous ceux qui ne cherchent pas pendant 4 semaines du travail et je t'assure mon François, ta courbe tu vas l'inverser très vite. Là encore, vous pouvez vous esclaffer de rire mais uniquement en privé et en cachette car tous ceux qui ont écouté le JT de 20 heures pensent vraiment que ça va mieux aux États-Unis puisque ils l'ont dit à la télé...)

Je vous passe le reste de la traduction du document du BLS que vous pouvez aller lire sur le site dont je vous donne le lien ci-dessous.

En conclusion :

Les États-Unis sont en récession et fortement au premier trimestre 2014 de 2,9 %. Ce n'est pas rien, c'est même un retournement très violent.

Évidemment, le froid n'est qu'une excuse totalement fausse et ne tient pas la route lorsque l'on étudie les chiffres dans le détail quand bien même les aléas climatiques jouent évidemment un rôle dans l'activité économique mais pas pour expliquer presque 3 % de baisse du PIB américain en un seul trimestre.

Pour la suite, eh bien la croissance américaine, sur l'année 2014, sera au mieux très décevante et il faudrait une croissance incroyable pour rattraper les mauvais chiffres du début de l'année.

Enfin, la reprise de l'emploi est un leurre, il n'y a pas de reprise de l'emploi et c'est d'ailleurs cela qui explique la modération salariale et l'absence d'inflation sur les salaires.

Il y a juste une stabilisation néanmoins réelle et globalement si la situation sur l'emploi ne s'améliore pas elle ne se dégrade plus vraiment non plus mais tout cela reste très fragile malgré les milliers de milliards de dollars qui ont été injectés dans le système économique américain.

Pas de croissance, des niveaux d'endettement jamais atteints, une politique de mensonges inquiétante et la mise en place partout de mesures coercitives pour réquisitionner l'épargne et les comptes bancaires des gens sont autant d'éléments d'alerte qui devraient vous inciter à penser que le moment du « global reset », comme l'appelle Christine Lagarde, approche à grand pas. Jacques Attali nous parlait de 2015. Les faits vont sans doute lui donner raison. Accrochez vos ceintures.

L'Argentine en « défaut sélectif »

31 juillet 2014 *par* Paul Jorion

L'Argentine a été déclarée en « défaut sélectif » par l'agence de notation Standard & Poor's.

Madame Christine Lagarde, à la tête du FMI, a affirmé que ce sera sans conséquence grave pour le système financier mondial en raison de l'« isolement » actuel de l'Argentine.

L'Argentine avait jusqu'à minuit pour effectuer un versement d'intérêts de 539 millions de dollars (402 millions d'euros). Le marché des capitaux considère que cette somme n'a pas été payée. Or les choses sont plus compliquées : l'Argentine a tenté d'effectuer le versement mais la somme est bloquée par un juge américain en raison d'un contentieux entre l'Argentine et deux détenteurs de dette argentine que l'on qualifiera soit de « fonds spéculatifs » (*hedge funds*), soit de « fonds vautours », selon le regard que l'on porte sur la finance mondiale.

Si l'Argentine voit son sort lié aux décisions d'un juge américain, c'est

qu'elle a pris la décision (fait l'erreur ?) d'émettre une partie de sa dette (= emprunter) en dollars ; elle a par ailleurs émis une partie de sa dette en euros ou en yens, en plus d'en pesos et en dollars).

C'est une très longue histoire qu'il faudra peut-être raconter un jour en détail mais en voilà vite fait le principe. Un pays fait défaut sur sa dette et dit à ses créanciers : « Je ne peux vous rembourser que 25 centimes [c'est un exemple] sur chaque euro que je vous ai emprunté. C'est à prendre ou à laisser ! » Les emprunteurs se disent « Je prends les 25 centimes, qu'est-ce que peux faire d'autre ? ». Arrivent les « fonds spéculatifs » ou les « fonds vautours » Aurelius Capital Management et NML Capital Ltd qui s'adressent à certains de ces prêteurs malheureux et leur disent : « Je vous rachète cette dette argentine pour 28 centimes [c'est le même exemple] ». Les autres se disent « C'est une affaire ! » et ils vendent. Le lendemain, Aurelius et NML réunissent leur équipe de juristes, ils vont au tribunal et ils déposent plainte disant que l'Argentine leur a volé 72 centimes. Le juge leur répond : « Il me semble aussi ! »

Paul Singer, le patron de Elliott Management Corp. dont NML est une filiale, a déjà fait le coup au Pérou, en Zambie et en République du Congo. Même si le coup qu'il tente en ce moment en Argentine lui rapporterait du 1.600 % s'il réussit, il ne se perçoit pas personnellement comme un *vautour* mais comme un *chevalier blanc* qui s'adresse aux peuples de ces nations et à leur fierté et le message qu'il leur adresse est celui-ci : « Si votre pays est en défaut, c'est parce que vos zélites corrompues se sont sucrées au passage ! », et il sort alors son dossier exposant les faits, qui n'est malheureusement pas vide...

P.S. Bon, j'arrête pour ce soir mais c'est en gros le topo ! Davantage certainement demain.

Excusez-moi d'exister

Par James Howard Kunstler - Kunstler.com
Publié le 31 juillet 2014

Israël a désormais toutes les preuves que l'opinion internationale ne considèrera jamais comme important son droit d'exister. La Maison blanche d'Obama, et une grande portion des médias américains, présentent le conflit qui oppose le Hamas à Israël comme s'il s'agissait d'un match de football, et insistent sur les scores (une quarantaines de morts dans le camp des soldats israéliens, et plus de mille dans le camp des Palestiniens – avec une majorité de civils), sur le fait que le conflit est injuste, qu'Israël est « allé trop loin »,

qu'il a adopté les mêmes règles morales qu'Hitler, Staline et Pol Pot, et s'est lancé dans un génocide.

La guerre est bien réelle. Il ne s'agit pas d'un exercice d'entraînement ou d'une forme de psychothérapie de jardin d'enfant du type de celle qui est venue former la base de la pensée et de la politique américaine. Et la vicieuse opinion internationale utilise l'incapacité morale des Etats-Unis de la même manière que le Hamas utilise des femmes et des enfants pour protéger les infrastructures dans lesquelles se trouvent ses missiles.

Il semblerait que l'opinion internationale ne prenne pas non plus au sérieux la maxime fondatrice d'Israël, « plus jamais ça », ce qui signifie que les Israéliens n'attendront pas patiemment que l'opinion internationale vienne les protéger d'un ennemi qui cherche purement et simplement à les éliminer, comme en 1933-1945. L'organisation du Hamas est explicitement dédiée à la destruction d'Israël. C'est son objectif déclaré.

L'idée qu'Israël cherche à éliminer les Palestiniens est fallacieuse. Israël cherche à mettre fin au lancement de missiles et aux invasions par voie souterraine, et tant que le Hamas ne changera pas de tactique, il devra s'attendre à ce qu'Israël réagisse. Le mur qui sépare la Banque de Gaza fait partie de cette réaction, et vise à contrer le trafic d'armes et les allées et venues des kamikazes qui, comme l'a déclaré le Hamas, "aiment la mort plus que les Israéliens aiment la vie ».

Les chefs de guerre du Hamas assassinent leur propre peuple pour faire pencher l'opinion internationale dans leur camp. L'utilisation des armes du Hamas contre la population de Gaza est tant établie qu'il n'est pas la peine d'y revenir. Le monde se moque de ces faits. La volonté d'exister d'Israël reste une contrariété.

Gaza n'est bien entendu qu'un point chaud dans une région islamique où font rage des conflits entre groupuscules islamistes et leurs auxiliaires du monde politique. La raison principale et peu connue pour laquelle la région est surpeuplée est le capital de court-terme généré par le pétrole. Avec la flambée de la production de pétrole en Afrique du Nord et au Proche-Orient, le monde peut s'attendre à voir se développer au moins une génération de conflit autour des restes du buffet de la modernité. Même les nations islamiques qui possèdent très peu de pétrole ont été profondément affectées par un demi-siècle de prospérité pétrolière régionale. Le monstre qui se cache dans

l'ombre de ce bref épisode historique a été facile à anticiper. L'opinion internationale ne pourra pas l'arrêter.

Où se cachait l'opinion internationale le mois dernier, alors que l'EIIL crucifiait et décapitait son chemin au travers de la Syrie et jusqu'au cœur de l'Irak ? L'opinion internationale n'a pas bronché, parce que ces horreurs sont exactement ce qu'elle attend des maniaques que sont les islamistes radicaux.

Israël n'est qu'un facteur secondaire, qui cependant attire énormément d'attention, en raison du souvenir de la « solution finale » nazie qui pèse sur la morale de ce que l'on appelle aujourd'hui l'Occident, où s'est jouée la dernière grande conflagration du monde. Il est bien entendu ridicule de comparer les Palestiniens de la Bande de Gaza aux Juifs des ghettos de Varsovie. Les Juifs de Varsovie n'envoyaient pas de missiles depuis l'autre côté de leurs murs, et n'ont jamais décrété que l'Allemagne n'avait pas le droit d'exister.

Les Palestiniens pourront obtenir justice lorsqu'ils trouveront un gouvernement qui acceptera d'accorder à Israël le droit d'exister et lorsqu'ils cesseront d'envoyer des missiles et des commandos en Israël. S'ils commençaient par en faire ainsi, ils pourraient espérer ouvrir les négociations avec Israël et l'établissement de nouveaux termes de coexistence. Mais ils ne s'intéressent pas à une coexistence. Nous n'en avons jusqu'à présent pas eu la preuve. Pourquoi cette simple équation n'est-elle pas comprise de l'opinion internationale ?

La montagne de produits dérivés de la Deutsche Bank commence à inquiéter les autorités américaines

*Par Philippe Herlin - GoldBroker
Publié le 31 juillet 2014*

Nous savons depuis l'année dernière que la Deutsche Bank est devenue la banque la plus exposée aux produits dérivés dans le monde, distançant de peu la JP Morgan. Le montant total des dérivés de la banque allemande dépasse l'entendement : 55.000 milliards d'euros, ce qui représente 20 fois le PIB de l'Allemagne, ou 5 fois le PIB de la zone euro. La banque ne pourrait évidemment pas faire face à une forte dépréciation sur ces produits, ils représentent 100 fois le montant des dépôts de ses clients, 150 fois ses

fonds propres...

La nouveauté c'est que les autorités financières commencent à s'en inquiéter. On a envie de dire qu'il était temps ! Enfin, pas les autorités allemandes, ni européennes, comme on pourrait le penser, et l'espérer, mais les autorités américaines. Dans un courrier adressé à la Deutsche Bank, la [Fed de New York](#) dénonce en effet un "risque opérationnel important". Les rapports financiers de la banque concernant les produits dérivés "sont de faible qualité, imprécis et non fiables. La taille et l'étendue des erreurs suggèrent fortement que l'ensemble de la structure de reporting réglementaire de l'entreprise nécessite une profonde remise à niveau". La Fed de New York déplore également que depuis ses avertissements antérieurs, elle n'a noté aucune amélioration. Et pour confirmer ce tableau inquiétant, l'auditeur de la banque allemande, KPMG, a aussi noté des "déficiences" dans les états financiers.

Un porte-parole de la Deutsche Bank a répondu que "nous avons travaillé avec diligence pour renforcer nos systèmes de contrôle et nous nous sommes engagés à être le meilleur de la classe." Dans ce cadre, 1.300 personnes seront embauchées, dont 500 aux Etats-Unis pour la conformité, le risque et la technologie. On ne voit pas vraiment en quoi cette déclaration est sensée nous rassurer : s'il faut embaucher 1.300 personnes en plus pour gérer cette montagne de produits dérivés, cela veut dire que la situation est vraiment inquiétante, non ?

La réponse habituelle des banques par rapport aux produits dérivés est que leurs différentes positions sont compensées et qu'au final l'exposition nette ne représente que quelques milliards. Soit, mais auprès de qui achètent-elles ces positions ? Auprès d'autres banques bien sûr. Il suffit ainsi que l'une d'entre elle fasse faillite pour que toutes les autres soient impactées, par un effet domino. C'est ce qui a failli se produire avec la faillite d'AIG en septembre 2008 qui était la contrepartie de nombreux établissements financiers, et qui a été sauvée en catastrophe par l'Etat américain. Le calcul de l'exposition nette est ainsi purement théorique et il faut bien prendre en compte l'exposition brute.

Heureusement que les Américains font – un peu – le travail que devrait faire la BCE et les régulateurs nationaux. Il est vrai que dans ses précédents stress-tests, déjà très laxistes, la BCE ne prenait même pas en compte le montant des produits dérivés des banques, et il ne semble pas que ce soit le cas dans les prochains. Il n'y a pas de pire aveugle que celui qui ne veut pas voir. Au-delà de la Deutsche Bank, il faut bien comprendre que l'ensemble des grandes banques mondiales détiennent des montants démesurés de produits dérivés aux côtés desquels leurs fonds propres s'avèrent tout simplement ridicules. Et cela constitue un risque systémique largement sous-estimé par les actionnaires comme par les déposants.

Remerciements à Philippe Herlin. de www.goldbroker.com

[Au bas de l'échelle sociale, la dette menace de rebasculer](#)

31 juil 2014 | Bill Bonner | <http://la-chronique-agera.com/echelle-sociale-dette/>

▪ Nous voyons douleur et souffrance. Au bas de l'échelle financière, jour après jour, les gens rament.

Ce phénomène est masqué par les statistiques. Les chiffres moyens — pour les salaires, les revenus et la richesse des ménages — sont gonflés de gaz. Grâce à la hausse des cours, ceux qui ont des actifs substantiels sont devenus substantiellement plus riches... faisant grimper les moyennes avec eux.

Mais qu'en est-il de ceux tout en bas ? Nous ne parlons pas de la classe moyenne, mais ceux encore au-dessous. Comment vivent-ils ? Que mangent-ils ? Comment font-ils pour joindre les deux bouts ? Non que nous soyons tout à coup devenu charitable. Nous ne nous soucions pas d'"équité" non plus. De telles préoccupations sont bien trop généreuses et socialement responsables pour nous.

Non, nous nous inquiétons simplement, égoïstement, de ce qui arrive aux passagers des cabines de première classe quand la vie sur le pont inférieur devient intolérable.

Une partie croissante de l'économie imbibée de crédit dépend des marginaux qui sont dans la soute. En 2007, c'est la dette immobilière *subprime* marginale qui a fait basculer le monde financier dans la crise. A présent, il existe aussi des prêts automobile *subprime*... des prêts étudiants *subprime*... des obligations d'entreprises *subprime*... des dettes gouvernementales

subprime (le Sénégal... la Grèce !).

▪ **Derniers arrivés, premiers sortis**

Charles Hugh Smith :

"Les médias grand public sont ravis de souligner les données économiques positives, mais personne s'interroge sur la qualité des emprunteurs sous-jacents à ces statistiques optimistes. Or elles dissimulent le fait que les ventes et les profits dépendent de plus en plus des emprunteurs et acheteurs marginaux : ceux qui achètent à crédit mais auxquels, dans un système où règne une gestion de risque prudente, on n'accorderait pas de prêt.

Ces emprunteurs/acheteurs marginaux sont les derniers arrivés, premiers sortis : ils contractent des prêts à la fin d'une période d'expansion du crédit, quand les prêteurs abandonnent toute prudence pour engranger les profits liés à l'émission de nouveaux prêts hypothécaires, prêts automobiles, prêts étudiants, prêts de cartes de crédit etc. à des emprunteurs marginaux.

Ces emprunteurs marginaux sont les premiers à faire défaut car ils ont des revenus et des nantissements insuffisants pour supporter leurs prêts".

A quel point la situation est-elle difficile, tout en bas ?

Nous avons entendu parler des "courses de minuit", par exemple. Les programmes gouvernementaux d'aide alimentaire créditent leurs cartes à minuit. Des consommateurs désespérés font déjà la queue dans les magasins *discount* ouverts 24 heures sur 24... et les ventes augmentent au milieu de la nuit.

Les chiffres ajoutent un peu de perspective à tout ça. Les 20% de la population américaine au bas de l'échelle ont vu leur revenu réel atteindre un sommet en 1999, à 13 663 \$ (en dollars de 2012). Treize ans plus tard, ils ont perdu 16% de leur richesse, avec un revenu réel par ménage de seulement 11 490 \$.

Que font-ils ? Comment s'organisent-ils ? Crachent-ils dans notre soupe ? Sabotent-ils notre plomberie ? Se lèvent-ils... pour venir nous chercher,

comme des zombies en quête de chair fraîche ?

Le vrai sens de la dette publique ? Un déficit de démocratie

31 juil 2014 | [Simone Wapler](#) | <http://la-chronique-agera.com/dette-publique-deficit-democratie/>

▪ Dire qu'il y a trop de dettes publiques est devenu banal. Le FMI s'en inquiète, la Banque des règlements internationaux s'en inquiète, la Banque nationale suisse s'en inquiète, l'Allemagne s'en inquiète. Le Japon, les Etats-Unis et la France inquiètent...

En France, ce fardeau pèse plus de 33 000 euros par habitant. Il serait plus juste de dire que chaque personne qui travaille doit 87 000 euros. Comment en sommes-nous arrivés là ?

La dette est avant tout de l'impôt qui n'a pas été levé, de l'impôt stocké, prêt à être levé. La dette est le cumul de budgets déséquilibrés depuis 1974. L'Etat dépense plus que ses recettes fiscales. Cependant, notre gouvernement arrive encore et toujours à emprunter à bon compte car nos créanciers étrangers savent que la réserve d'épargne personnelle des Français couvre le passif national ; la France (au contraire de la Grèce) est forte d'une armée de fonctionnaires dévolue à la noble mission de faire rentrer les impôts.

Pourquoi jusqu'à présent nos gouvernements ont-ils préféré le déficit à lever des impôts ? Parce que pour taxer, il aurait fallu débattre, convaincre du bien-fondé de telle ou telle dépense. Etes-vous d'accord pour offrir pour le statut d'intermittent du spectacle aux artistes ? Pas sûr si le dernier spectacle de votre maison de la culture vous a assoupi après 20 minutes. Etes-vous d'accord pour payer la retraite à 50 ans aux cheminots (personnel roulant) alors que votre boulanger qui fait de l'excellent pain ne la prendra qu'à 62 ans (en admettant qu'il y ait suffisamment de nouveaux entrants pour lui payer sa rente) ? Souhaitez-vous vraiment aider les chauffeurs de taxis face à la "concurrence sauvage" des véhicules avec chauffeur ? Peut-être pas si vous avez attendu 45 minutes sous la pluie la dernière fois que vous avez eu besoin d'un taxi et qu'une fois dans la voiture les odeurs du berger allemand mouillé (pour la sécurité) et de la boule de parfum pendue au rétroviseur vous ont donné la nausée.

Une discussion parlementaire révélerait finalement que telle ou telle dépense

n'a d'autre but que de favoriser tel ou tel lobby dont le mérite principal est le nombre de voix qu'il peut apporter au gouvernement en place. Politiquement, il est donc bien plus sage d'esquiver le débat et de recourir en douce au déficit financé par l'emprunt.

▪ **Qu'est-ce qu'un "bon impôt" ?**

La véritable origine de la dette publique est donc d'abord un déficit de démocratie. Un vieux principe de droit (le *Bill of Rights* des colons américains) dit "pas de taxation sans représentation" : en démocratie représentative, celui qui paie l'impôt a le droit de participer au débat. Autrement dit le "bon impôt" serait celui qui a été débattu et démocratiquement accepté — et inversement : le déficit est une déviance du fonctionnement démocratique.

Nos ancêtres — qui avaient promulgué le 26 août 1789 la Déclaration des droits de l'homme — avaient bien vu venir ce risque et prévu d'y remédier avec les articles 12 à 15.

Article 12 – La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique ; cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux à qui elle est confiée.

Article 13 – Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable ; elle doit être également répartie entre les citoyens, en raison de leurs facultés.

Article 14 – Les citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

Article 15 – La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.

125 ans plus tard ces sains principes sont lettre morte.

La contribution commune est-elle nécessaire ? Librement consentie ? Également répartie selon les facultés ? En matière fiscale, la force publique est-elle utilisée à l'avantage de tous ?

Si nous pouvions répondre assurément "oui" à toutes ces questions, le déficit

et la dette n'existeraient pas. Dans ce sens, nous pouvons conclure que la dette et le cumul des déficits sont contraires aux Droits de l'homme.

▪ Et la moralité, dans tout ça ?

La question de la moralité de l'impôt mériterait d'être aussi débattue car, même en supposant un parcours constitutionnel, majorité n'est pas nécessairement synonyme de légitimité et encore moins de moralité. Est-il légitime ou moral que l'impôt de tous finance ce qui choque des convictions respectables de certains : des partis politiques à tendance totalitaire ou xénophobes, des syndicats, des associations, des édifices religieux, l'avortement, l'euthanasie, une agriculture polluante, une pêche dévastatrice, le nucléaire, des interventions militaires ?...

Avez-vous d'ailleurs remarqué que les déclarations de guerre se font rares tandis que les interventions armées justifiées par de vagues principes se multiplient ? Une chose est de débattre puis voter une guerre en assemblée, une autre est de se cacher derrière des organismes internationaux, des principes fumeux et des discours entremêlant des grands mots rassurants comme "Droits de l'homme", "paix", "sécurité" et "stabilité" qui sonnent bien dans les chaumières au JT de 20h00.

La dette publique est d'abord le résultat d'un déficit de démocratie qui promeut le capitalisme de copinage, la distribution de faveurs. Notre démocratie est devenue une farce et [les épargnants naïfs en seront les dindons.](#)

« Au revoir et à bientôt... »

Charles Sannat 31 juillet 2014

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Voilà, après 7 mois sans interruption de bons et loyaux services à l'égard de notre petite communauté de contrariens, l'heure des vacances arrive et, je dois vous le dire, avec un plaisir non dissimulé !

Cette année, point de location de camping-car ou d'orpaillage dans les rivières sauvages des Pyrénées infestées de moustiques super piquants mais quelques jours de repos à la mer, le temps de rattraper les lectures en retard et de passer un peu de temps à jouer avec les enfants. La vie, la vraie, pas celle d'Auchan bien sûr...

L'année dernière, à la même époque, je tenais à remercier les 65 000 lecteurs de notre communauté de contrariennes et de contrariens plus ou moins contrariés. Sachez qu'aujourd'hui vous êtes plus de 165 000 à lire le Contrarien chaque mois. Ce succès c'est le vôtre car c'est vous toutes et tous qui vous servez du Contrarien Matin tous les matins pour faire de la pédagogie autour de vous en informant vos proches.

Alors je vous adresse un immense et grand merci.

Je vous fais également part de toutes mes excuses. Je reçois un courrier des lecteurs très abondant et d'une qualité remarquable. Je lis tous vos mails (et ma femme aussi !!) mais hélas, je n'ai matériellement pas le temps de répondre à chacune et chacun d'entre vous, mais cela sera l'une de mes résolutions pour la rentrée de septembre.

J'aime vos désaccords toujours constructifs et argumentés car ils me permettent de progresser et d'affiner ma réflexion, alors surtout, faites m'en part sans modération aucune !!

Préparez-vous, et réfléchissez !!

Qui pense peu se trompe beaucoup ! Ce n'est pas de moi mais semble-t-il d'Einstein qui n'a jamais brillé par sa bêtise, et c'est le moins que l'on puisse dire. Pensez mes amis, réfléchissez car c'est de la réflexion que naît l'action et cela m'amène justement à revenir sur cette histoire de déménagement.

Je crois sincèrement que le moment est venu pour chacune et chacun de nous de s'organiser pour être plus autonome dans le monde qui vient et que l'on peut anticiper comme pour le moins difficile et l'année 2015 est une excellente candidate pour de grands changements aussi bien économiques que géo-politiques.

N'oubliez pas le PEL qui est constitué des trois éléments de votre vie sur lesquels vous pouvez agir. Patrimoine, Emploi, et Localisation. Vous pouvez changer de travail, de lieu d'habitation ou encore réagencer votre patrimoine pour le rendre plus résistant à la nouvelle phase de la crise qui approche.

Pour ceux qui en auront le courage ou qui s'ennuient durant ces quelques semaines de repos estival, je vous propose de piocher allègrement dans les archives du Contrarien Matin en ligne et accessible soit par la petite case «

rechercher » soit par le bouton « édition précédente » à la fin de chaque édition !

Je profite de cette dernière édition pour vous proposer quelques articles que je considère comme importants à garder en tête et qui ne prétendent jamais être la vérité mais justement donc la vocation est de simplement venir nourrir votre réflexion au-delà de la pensée unique et dominante.

Chacun est libre de ses choix, de ses décisions le tout dans le cadre de sa responsabilité personnelle. N'attendez pas de savoir ce que l'État pourra faire pour vous. Il est en faillite virtuelle. La seule chose qu'il sera en mesure de faire sera d'augmenter vos impôts. Non, évidemment, faites vous-même. Préparez-vous et j'insiste encore lourdement sur ce point. J'espère que vous serez nombreux à comprendre le message, pour les autres je ne pourrai que leur souhaiter bonne chance, mais qu'ils sachent que si la chance est importante, on ne peut pas avoir de chance lorsque l'on enchaîne les mauvaises décisions et que l'on se complaît dans l'indécision et l'impréparation.

Alors à très bientôt, et encore merci à chacune et chacun d'entre vous pour votre fidélité qui nous permet de poursuivre cette aventure, bonnes vacances à ceux qui partent, et bon courage à ceux qui rentrent car la rentrée s'annonce torride...

Si l'actualité l'exigeait, je sortirais bien sûr de ma torpeur estivale pour venir partager avec vous des informations cruciales.

Préparez-vous et restez à l'écoute.

Au 1er septembre... si vous le voulez bien !!

[Philippe Béchade sur BFM Business](#)

Le mercredi 30 juillet 2014, les enjeux de l'estimation des chiffres du PIB américain au deuxième trimestre et les chiffres mitigés des statistiques japonaises ont été les thèmes abordés par Philippe Béchade, analyste à la Bourse au Quotidien, et Isabelle Reux-Brown, directeur général délégué en charge des gestions chez Vega Investments.

Un point de vue toujours digne d'intérêt de la part de notre Philippe Béchade national !

Charles SANNAT



<http://www.youtube.com/watch?v=vzu84U4-PUI>

« Comment résister à la crise ? Choisir son emploi, sa localisation et devenir résilient ?... »

Charles Sannat 31 juillet 2014

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

On me demande souvent comment se préparer à l'effondrement économique qui risque désormais de survenir à tout moment. En premier lieu, il est important de se préparer avant tout à une situation économique durablement épouvantable avec une longue et plus ou moins lente déliquescence de nos sociétés plus qu'à un effondrement brutal et rapide de l'ensemble du système et de ses institutions. **[Ce qui n'est pas l'avis de Yves Cochet et David Korowicz (entre autres)]** Non pas que celui-ci soit impossible, un accident boursier ou financier est si vite arrivé que cela n'est évidemment pas à exclure loin de là, mais ce n'est ni le scénario en cours ni le scénario le plus probable. Ce qui est en cours, actuellement, sous vos yeux, partout dans le monde aussi bien en Amérique du Nord, qu'au Japon en passant par l'Europe, c'est-à-dire dans l'ensemble des pays dits « développés », c'est une raréfaction massive de l'emploi et donc une crise lancinante qui exclut progressivement de plus en plus d'hommes et de femmes du travail et donc de la redistribution des richesses. Chaque année, des millions de nouveaux pauvres arrivent. Pourtant, tant que vous ne perdez pas votre emploi, finalement la crise reste relativement invisible. Le chômage et la

décroissance forcée sont vécus comme des drames personnels (et ce sentiment est évidemment savamment entretenu par nos autorités) alors qu'il s'agit d'un mouvement d'ampleur, mondial, et qui en réalité matérialise un changement total de paradigme économique actuellement en cours.

Lors de mon dernier édito, j'ai eu l'outrecuidance d'évoquer le fait qu'il n'y avait plus de sous pour payer le social dont font partie les fonctionnaires dans la mesure où ils bénéficient de la dépense publique. Que n'ai-je pas reçu comme mails courroucés de nombreux camarades faisant partie de la fonction publique. Encore une fois, il ne s'agit pas de dire qu'ils méritent ou qu'ils ne méritent pas ! Tel n'est pas le sujet. À tous ceux qui croient qu'il y a plein de pognon et qu'il suffit de taxer les riches... je le leur dis en toute gentillesse et bienveillance qu'ils ont tort. Tort parce que les riches, ceux qui viennent en yacht chez nous, ne sont pas des résidents fiscaux français. Les seuls en mesure de payer sont les classes moyennes et les moyennes supérieures dont font d'ailleurs partie la grande majorité des fonctionnaires. Qu'il y ait beaucoup de riches dans le monde est une évidence. Croire qu'ils sont en France est une erreur. S'imaginer que l'on puisse les taxer plus sans qu'ils ne partent est encore plus bête... Les premiers qui devraient donc se préparer sont ceux qui dépendent de la dépense publique car ils pensent que cette dernière est « sûre » et certaine alors que la réalité est toute autre. Le déni est frappant et le courrier des lecteurs une nouvelle preuve flagrante de l'incompréhension de certains.

Se préparer à une situation économique durablement épouvantable c'est se préparer sur 3 plans parfaitement distincts les uns des autres mais qui, mis ensemble, vont former une stratégie globale. Votre stratégie globale de résilience.

Le PEL, patrimoine, emploi, localisation...

Vous connaissez tous le PEL, le plan épargne logement ! Actuellement et par les temps qui courent, l'idée devrait plus être de vous poser des questions métaphysiques sur le triptyque patrimoine, emploi, localisation !

En effet, le patrimoine, l'emploi (les compétences) et la localisation géographique sont les trois grands paramètres qui relèvent de votre responsabilité et de votre liberté. Vous pouvez toujours m'expliquer que vous êtes obligé de travailler là où vous travaillez, de vivre là où vous vivez, de

dépenser comme vous dépensez, que vous « ne pouvez pas faire autrement ». Je vous dirai que c'est juste une excuse. Plus ou moins valable mais cela reste tout de même une ou des excuses. La réalité c'est que vous êtes libre. Libre de partir, libre de déménager, libre de changer d'emploi, libre de changer de pays ou de région, libre un en mot de changer de vie. Pourtant très peu d'entre nous utilisent pour tout un tas de raisons cette liberté encore offerte. Cela donne même assez souvent quelques reportages tristement cocasses à la télévision.

Passons rapidement en revue ces trois paramètres sur lesquels vous pouvez travailler et qui sont de votre ressort. Nous sommes bien d'accord sur le fait que nous ne maîtrisons pas la conjoncture économique, l'environnement politique, ou encore les directives européennes sans oublier la fiscalité qui s'impose à nous. Néanmoins, il est toujours bon de rappeler que nous sommes responsables de nos choix dans certains domaines.

Le patrimoine

Les grands principes que l'on doit appliquer ou vers lesquels on doit tendre dans la mesure du possible sont tout d'abord une politique systématique de désendettement. La dette est une privation de liberté de façon générale et les intérêts que vous payez sont une spoliation sur votre revenu. Premier objectif : ne pas avoir de dette (ou le moins possible, nous sommes bien d'accord que le fait d'acheter une maison cash est rare puisque 96 % des achats immobiliers donnent lieu à un crédit bancaire), cela veut dire que lorsque l'on a de l'épargne on rembourse au maximum par anticipation et on pense à négocier l'absence de pénalités de remboursement anticipé lorsque l'on prend un crédit. Évidemment, on ne finance pas à crédit son nouvel écran plat ou encore ses vacances de cet été. Si on n'a pas de sous, eh bien on attend...

On se débancarise au maximum en ayant à la banque que le strict nécessaire correspondant à sa situation, et enfin on va privilégier les investissements uniquement dans les actifs tangibles comme l'or, l'argent, les diamants, les forêts ou les terres agricoles. Enfin, l'objectif doit être dès maintenant de réduire votre consommation au nécessaire en éliminant tout type de superflu inutile. Il ne s'agit pas d'aller vous enfermer dans un couvent mais d'éliminer toutes les dépenses non vitales afin d'augmenter votre capacité d'épargne au

maximum. La véritable liberté est celle qui est conférée par les économies disponibles. Avoir des sous d'avance c'est pouvoir faire face y compris à certains changements de choix de vie, ce qui va justement nous conduire à la notion d'emploi.

L'emploi

Aujourd'hui, ce qui compte n'est pas le statut cadre ou pas cadre, mais le savoir-faire. Votre savoir-faire est-il délocalisable et votre travail faisable par un petit Chinois et/ou Indien pour le tiers ou le quart de votre prix ? Les informaticiens commencent à découvrir les joies... des informaticiens indiens et chinois. La Société Générale a délocalisé une partie de sa comptabilité en Inde... pourtant la compta c'est un métier solide ! À voir. Votre travail est-il susceptible d'être remplacé à plus ou moins brève échéance par un robot, un humanoïde ou encore un automate, sans oublier Internet ! C'est le cas par exemple des caissiers, des vendeurs dans les boutiques, des serveurs, des pervenches ou encore de presque tous les manutentionnaires (caristes comme on dit !) sans oublier les centaines de milliers de petits banquiers dans les agences qui seront progressivement remplacés très avantageusement par les banques en ligne...

Je vous indique en annexe un article de Challenges sur les métiers de l'artisanat qui marchent encore ! Évidemment plombiers, électriciens et autres savoir-faire techniques ont le vent en poupe. La fuite d'eau c'est ici, pas en Chine ! Et il se passera du temps avant que l'humanoïde soit capable de vous réparer une fuite ! L'avenir est aux hauts potentiels intellectuels et... aux manuels. Entre les deux, c'est le chômage qui vous attend.

Vous devez donc, nous devons avoir une véritable réflexion aussi bien pour nous que pour nos jeunes autour de l'orientation professionnelle. Il faut se poser les questions. Il faut savoir aller à contre-courant. Il ne faut pas rester sur des idées préconçues du type... mon fils sera cadre ce qui ne veut plus rien dire en soi.

Enfin, sachez-le, c'est important à avoir en tête : avant, le salariat vous protégeait des aléas et l'emploi était facile à trouver. Il y avait donc assez peu d'intérêt à prendre des risques en entreprenant et en se lançant par exemple dans la création d'entreprise. Paradoxalement, avec le taux de chômage actuel, entreprendre devient finalement beaucoup moins risqué que de subir

une pression très forte de son management et d'être viré à tout moment sans pouvoir éventuellement retomber sur ses pattes. En clair, entreprendre, c'est-à-dire être son propre patron, en ayant un savoir-faire non délocalisable et dont on a besoin est bien moins risqué que d'être un salarié en sursis de plan de social...

L'objectif ici n'est pas de vous donner une solution toute faite, simplement de partager avec vous des réflexions pour faire réfléchir et faire initier au plus grand nombre une prise de conscience sur le fait que le monde change et qu'il faut que nous changions avec lui pour ne pas le subir. Cela veut dire voir les choses autrement.

La localisation !

C'est un élément cardinal. En région parisienne en particulier et dans toutes les grandes villes en général, nous sommes totalement tributaires des services supports. Il n'y a aucune autonomie possible. Mais ce n'est pas tout. Les charges y sont particulièrement élevées et la vie très cher et la qualité de vie souvent n'est pas au rendez-vous. Le rapport qualité de vie/coût est très défavorable à la vie en ville. Quel est l'intérêt (financier uniquement, je ne parle pas des aspects affectifs) de vivre à Paris pour un retraité ou encore pour un smicard ? Il n'y en a aucun. Pour tous les gens qui font partie des classes moyennes et qui s'entassent dans des banlieues de plus en plus moisies, la question doit aussi se poser, car finalement là où c'est le pire et le moins évident c'est évidemment pour toutes ces classes moyennes qui gagnent entre 1 500 et 300 euros par mois et dont l'essentiel part entre les charges de logements, les frais de gardes des enfants ou la scolarité dans le privé, ou encore dans les frais de transport. À l'arrivée, ces classes moyennes vivent modestement en ville alors qu'elles seraient presque riches en termes de pouvoir d'achat à la campagne ! Mais le travail n'est pas à la campagne... voici l'argument avancé. Certes. Mais posez les calculs. En les faisant, on se rend compte que pour deux fois moins de revenus on arrive à un niveau de vie meilleur... alors parfois, pourquoi se fatiguer inutilement pour payer des charges et des impôts... Il est indispensable de se poser la question. Reste après ce que j'appelle la grande illusion de la carrière. Les gens pensent parce qu'on le leur fait croire qu'ils « feront carrière »... hélas, pour l'écrasante majorité d'entre eux, il n'en sera rien et ils ne feront pas carrière. Mais le simple fait de le croire, de l'imaginer ou de l'espérer suffit à enchaîner cette

majorité silencieuse qui se réveille, déçue et désabusée, lors de son pot de départ à la retraite... Oublié les 42 annuités de bons et loyaux service en moins de 15 jours...

Là encore, il faut de l'humilité, beaucoup d'humilité par rapport à la situation à laquelle nous sommes confrontés. De l'humilité et aussi une grande réflexion personnelle. Encore une fois, je ne voulais pas vous donner d'idées toutes faites ou préconçues mais uniquement des pistes de réflexion en vous incitant à vous poser des questions auxquelles par confort on refuse de répondre.

Quelle gestion de patrimoine et comment je dépense. Bref, quelles sont mes mauvaises habitudes, puis quel emploi, quelle formation, bref, comment m'orienter ou me réorienter pour ne plus subir l'emploi ? Enfin quelle localisation. Ou vivre et pourquoi ? En prenant ces 3 grands paramètres en compte dans votre réflexion, vous ferez un très grand pas non pas vers la décroissance forcée mais vers la simplicité volontaire choisie. Cela change tout. Cela vous rendra plus fort, plus résistant, plus indépendant, plus solide, plus robuste pour aborder ce monde épouvantable qui nous attend.

En réalité, nous sommes libres, mais nous acceptons que les chaînes invisibles de la société de consommation nous entravent et nous réduisent à l'état d'esclaves et d'intermittents du spectacle capitaliste tout juste bons à être pompés jusqu'à la moelle aussi bien par les besoins que l'on crée que par les impôts que l'on nous prend.

Retrouver notre liberté individuelle c'est commencer déjà par prendre en main son propre destin et ses propres choix de vie, sans même se préoccuper des choix ou des actes posés par la société. Changer le monde c'est aussi et avant tout commencer par se changer soi-même. Bonne chance à toutes et tous et excellente réflexion basée sur l'approche « PEL » !!

Préparez-vous et restez à l'écoute.

Alerte rouge ? Les USA vont déployer des têtes nucléaires en Ukraine

Wikistrike 30 juillet 2014

L'intention de restituer à Kiev le statut de puissance nucléaire n'est qu'un prétexte utilisé par Washington pour déployer des armes nucléaires en Ukraine, considère Konstantin Sivkov, président de

l'Académie russe des problèmes géopolitiques.

A la chute de l'Union soviétique, l'Ukraine a hérité d'un stock d'armes nucléaires. Toutefois, Kiev y a renoncé en 1993 en adhérant au mémorandum de Budapest. En échange, la Russie, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis s'engageaient à garantir la sécurité de l'Etat ukrainien.

Il y a une semaine, sur fond de poursuite de la confrontation dans le sud-est du pays, les députés du parti nationaliste Svoboda ont proposé de restituer à l'Ukraine son statut de puissance nucléaire.

"De quelle puissance nucléaire peut-il s'agir si l'Ukraine ne possède (...) ni écoles scientifiques, ni technologies nécessaires à la fabrication d'armes nucléaires? Elle ne possède même pas les matières premières destinées à ces fins. La réponse est évidente: des armes nucléaires américaines y seront déployées", a indiqué M.Sivkov lors d'une conférence de presse à RIA Novosti.

Les Etats-Unis accusent la Russie d'avoir violé le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (INF). Dans le même temps, selon l'expert, Washington bafoue les accords internationaux.

"Les Etats-Unis installent à bord de chasseurs tactiques appartenant à des pays dénucléarisés des équipements permettant d'utiliser des armes nucléaires de fabrication américaine, faisant de ces Etats des pays nucléaires. Voici une preuve d'une violation directe de la loi et du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires", a expliqué M.Sivkov.

Selon lui, tout ceci peut être perçu comme une démarche antirusse: "Pourquoi l'Ukraine aurait-elle besoin d'armes nucléaires américaines? Bien entendu, contre la Russie".

<http://fr.ria.ru/world/20140730/201984340.html>

La Russie hausse le ton

Le Russe Blog d'Olivier Berruyer Les-Crises.fr 31 juillet 2014

Par le biais de son ministre des affaires étrangères *Sergueï Lavrov*, La Russie n'a pas mâché ses mots pour commenter la soumission de la position Européenne suite au nouveau « train » de sanctions.



« **Nous avons honte pour l'Union européenne**, qui après avoir longtemps cherché « à parler d'une seule voix », parle désormais de la voix de Washington et a pratiquement abandonné les valeurs européennes fondamentales, y compris la présomption d'innocence.

La politique de l'UE n'est plus fondée sur des faits vérifiés mais s'écrit sous la dictée de Washington, entre deux visionnages de vidéos "YouTube" douteuses. Moscou est déçu par l'incapacité de l'UE à jouer son propre rôle dans la politique mondiale. »

Jusqu'à quand les peuples Européens accepterons de se faire représenter par ces politiques complètement « vendus » et déconnectés des intérêts des peuples ? Jusqu'où cela peut-il nous conduire ? C'est grave ce qui se passe...

* * *

Commentaire du Ministère des Affaires étrangères de Russie en lien avec les nouvelles sanctions anti-russes, adoptées par l'Union européenne (Source)

Suite à la mise en place des sanctions antirusse du 29 juillet convenues par l'Union européenne, la Russie ne peut que constater **l'absence évidente de volonté politique et de désir** de cette Union à s'investir dans le règlement de la crise en Ukraine. **L'UE, de son côté, ignore toujours aveuglément les causes** du tragique développement des événements du Sud-Est de ce pays, où, dans le cadre de la prétendue « opération antiterroriste » du pouvoir de Kiev, **des dizaines de citoyens pacifiques meurent chaque jour, et où des centaines de milliers d'habitants ont été contraints de devenir des réfugiés**. Une région immense se trouve désormais **au bord d'une catastrophe humanitaire de grande échelle**.

L'ensemble des événements est en grande partie dû aux décisions irresponsables de l'Union européenne elle-même, qui se montre indulgente envers l'actuel gouvernement de Kiev. L'UE a en somme donné carte blanche à la « pacification » du pays, et **démontre un lourd manque de scrupule politique** en acceptant de facto de qualifier l'opération punitive de Kiev contre son propre

peuple « d'approche modérée dans la conduite des opérations de rétablissement de la loi et de l'ordre ».

Nous avons honte pour l'Union européenne, qui après avoir longtemps cherché « à parler d'une seule voix », parle désormais de la voix de Washington et a pratiquement abandonné les valeurs européennes fondamentales, y compris la présomption d'innocence.

La politique de l'UE n'est plus fondée sur des faits vérifiés mais s'écrit sous la dictée de Washington, entre deux visionnages de vidéos "Youtube" douteuses. Moscou est déçu par l'incapacité de l'UE à jouer son propre rôle dans la politique mondiale.

L'UE est apparemment prête à sacrifier son économie pour permettre la réalisation d'enjeux géopolitiques équivoques, contraires à ses intérêts. Les économies russe et celle de l'UE sont étroitement liées et la « troisième vague » de sanctions qu'entreprend Bruxelles sera aussi fortement ressentie en Europe qu'en Russie. Il faut cependant souligner le zèle avec lequel certains pays européens soutiennent cette politique, qui est inversement proportionnelle aux conséquences sur leur bien-être. Les citoyens des États membres de l'UE savent-ils ce qui résultera de ces jeux en termes de pertes d'emplois et de gains commerciaux ?

Nous tenons également à rappeler que des sanctions sectorielles sont en contradiction avec les normes de l'OMC.

Des mesures restrictives touchant les milieux financiers auront également des **conséquences négatives** pour les banques des États membres de l'Union européenne actives en Russie. Pourtant, certaines d'entre elles tirent à ce jour le plus grand profit de leurs filiales en activité dans notre pays.

Nous sommes consternés par la décision d'instaurer un embargo sur le commerce d'armes et d'équipements militaires avec la Russie. A la différence de Kiev pour qui, au contraire, ces limitations ont été levées dernièrement, **la Russie ne prend pas part au conflit**

militaire.

Dans son empressement à introduire des sanctions, Bruxelles met de son propre chef des barrières à la collaboration avec la Russie, dans des domaines aussi cruciaux que l'énergie. Il s'agit là d'un mouvement irréfléchi et irresponsable qui aura pour conséquence une hausse des prix sur le marché européen de l'énergie.

Concernant les difficultés qui pourraient survenir dans certains secteurs de l'économie russe, elles seront assurément surmontées. L'efficacité et l'autosuffisance de notre économie s'en trouveront accrues.

Il va de soi que nous allons prendre en considération le comportement non constructif et non indépendant de l'Union européenne dans le futur développement de nos relations.

30 juillet 2014

UKRAINE. Moscou menace Washington de conséquences "concrètes"

Le Nouvel Observateur et AFP 30 juillet 2014

Les Etats-Unis ont décidé de frapper des secteurs clés de l'économie russe, comme l'énergie, l'armement et la finance.

Les "sanctions anti-russes illégitimes" prises par les Etats-Unis et leur politique "destructive et à courte vue" auront pour Washington des conséquences "très concrètes", a déclaré mercredi 30 juillet le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué.

Les conséquences pour Washington de cette politique destructive et à court terme vont être très concrètes", a assuré le ministère dans une première réaction aux sanctions annoncées la veille par Washington.

Le ministère dénonce "les sanctions anti-russes tirées par les cheveux et

illégitimes". Washington tente "d'échapper à ses responsabilités dans le développement tragique de la situation en Ukraine", poursuit la diplomatie russe.

Le ministère accuse également les Etats-Unis de vouloir punir Moscou pour "sa politique indépendante et perturbante pour Washington".

Moscou menace d'augmenter le prix de l'énergie

Le ministère russe des Affaires étrangères a aussi dénoncé les "sanctions antirusse" adoptées la veille par Bruxelles et accusé l'Union européenne de mener "une politique dictée par Washington".

"La politique de l'UE ne se fonde plus aujourd'hui sur des faits vérifiés, mais elle est dictée par Washington", déclare le ministère dans un communiqué, en estimant que ces "sanctions antirusse" témoignent "de l'incapacité de l'UE à jouer un rôle autonome dans les affaires mondiales".

Les sanctions annoncées par l'Union européenne vont "inéluçtablement avoir pour résultat une hausse des prix sur le marché de l'énergie en Europe", a continué le ministère russe des Affaires étrangères.

"Mettre des obstacles à la coopération avec la Russie dans le domaine énergétique" constitue "une mesure irréfléchie et irresponsable", a estimé le ministère dans un communiqué.

Etats-Unis et UE frappent le porte-monnaie russe

Le président américain Barack Obama a annoncé, dans la foulée des Européens, une série de sanctions économiques contre la Russie, [accusée de déstabiliser l'Est de l'Ukraine](#).

Aujourd'hui, les [Etats-Unis](#) imposent de nouvelles sanctions sur des secteurs clés de l'économie russe : l'énergie, l'armement, la finance", a déclaré Barack Obama depuis la Maison Blanche.

Cette prise de parole est intervenue quelques heures après l'annonce, à Bruxelles, d'une série de mesures pour bloquer l'accès aux marchés financiers européens des entreprises et banques russes et interdire toute nouvelle vente d'armes et de technologies sensibles dans le domaine de l'énergie.

Ces sanctions sont les plus importantes décrétées contre la Russie depuis la

fin de la Guerre froide.

Déplorant que la Russie s'isole de la communauté internationale "après des décennies de réels progrès", Barack [Obama](#) a souligné que cette situation n'était pas inéluctable : "C'est un choix que la Russie et le président [Vladimir] [Poutine](#) en particulier ont fait".

"Ce n'est pas une nouvelle guerre froide", a-t-il cependant estimé. "C'est un problème très spécifique lié à l'attitude de la [Russie](#) qui refuse de reconnaître que l'[Ukraine](#) peut suivre sa propre voie".

Les sanctions sont un jeu perdant-perdant-perdant

Qui perd gagne Posted on 30 juillet 2014

Les consommateurs perdent, les entreprises perdent, les pays perdent.

- L'UE ne peut pour l'instant substituer ses volumes annuels actuels d'importation de gaz de 150 milliards de mètres cubes de la Russie, et la perte du niveau actuel des exportations de pétrole brut de la Russie entraînerait une forte hausse le prix du pétrole et une crise économique mondiale.

Ce serait l'équivalent économique de la dissuasion nucléaire fondée sur la destruction mutuelle assurée.

- L'Europe et la Russie souffriraient autant l'un que l'autre.
- Le Royaume-Uni ,plateforme financière, risquerait de souffrir le plus.
- Mais du point de vue fabrication et du commerce, l'Allemagne serait le grand perdant.
- Les États-Unis et l'UE veulent faire pression sur la Russie, mais pas au point que la Russie coupe l'approvisionnement en gaz naturel pour le reste de l'Europe.
- L'Europe a besoin du gaz, et la Russie a besoin d'une monnaie forte.

C'est la destruction mutuelle si le gaz est arrêté .

New York : 500 \$ pour dénoncer quelqu'un qui achète des produits « survivalistes »

Les moutons enragés 30 juillet

Une honte! Agir, prévoir, se préparer, cela en deviendrait illégal aux Etats-Unis. Toute l'actualité relatée sur ce blog durant 4 ans va dans le même sens, chaque semaine, chaque mois, des preuves sont apportées que la situation va être catastrophique, géologiquement, financièrement, environnementalement, etc...

Il n'y a qu'à regarder, les journaux (et donc les USA) ont déclaré que [nous serions en plein dans la 6ème extinction](#), une extinction dont parlait déjà Eaglefather [dès Juillet 2012](#).

Et aux Etats-Unis, le fait de se préparer ou de passer pour un survivaliste peut être dénoncé aux autorités, récompense de 500 dollars à la clé, hallucinant!!!

Avec la crise et la paupérisation du pays, cela risque d'avoir beaucoup de succès. N'oublions pas que près de 50 millions d'américains vivent (ou survivent) grâce aux bons alimentaires, et 500 dollars, cela peut aider...



La Division de sécurité intérieure de la ville de New York publie des affiches dans les commerces afin d'encourager les gens à dénoncer leurs concitoyens si ces derniers achètent des produits tout à fait légaux tels que des plats préparés, des munitions, des lampes flash, des boîtes d'allumettes, des masques à gaz et d'autres objets de nature « survivaliste ».

Dans cette vidéo, une femme qui travaille au magasin LZ Army Navy Surplus d'Auburn, à New York, raconte qu'un corps militaire de l'État a collé une affiche sur la fenêtre de son magasin, affiche censée encourager les clients à appeler la ligne info-terrorisme de l'État de New York afin de dénoncer « *une activité suspecte* » dans le cadre de la campagne « *See Something, Say Something* » (« Si vous voyez quelque chose, dites-le »).

Cela n'est évidemment rien de moins que le début d'une culture de « citoyens moyens rapporteurs » qui vont dénoncer leurs concitoyens.

Les gouvernements de despotes ont toujours eu besoin de dénonciateurs pour maintenir leur contrôle sur la population. Désormais, avec la technologie d'aujourd'hui, nos téléphones, ordinateurs et même nos lave-vaisselles qui nous espionnent, peut-être que ce besoin de rapporteurs est moindre, mais il semble que le gouvernement tyrannique qui envahit nos vies privées a encore besoin d'eux.

La Libye en proie au chaos total !

Blog de la résistance et levif.be 30 juil



Les combats entre milices et armée régulière font rage à Tripoli ©
REUTERS/Esam Omran Al-Fetori

On regarde vers la Libye aujourd'hui pour changer , et le moins que l'on puisse dire, est que la situation empire : Depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi , rien ne va plus ! bravo l'OTAN ! Revue de presse 2013-2014 Z@laresistance (spécial été)

La situation en Libye ne s'améliore pas, loin de là. Les violences ne

connaissent aucune trêve. Les autorités libyennes se montrent tout à fait incapables de contenir les dizaines de milices qui font la loi dans le pays depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi. Ces derniers jours, ce sont les Occidentaux qui battent en retraite.

Depuis le « Printemps Arabe » et la chute du colonel Mouammar Kadhafi le 20 octobre 2011, les autorités libyennes n'ont jamais été capables de prendre le contrôle d'un pays dévasté par une guerre civile sans précédent. Des milices, qui se comptent par dizaines, font la loi et terrorisent la population. Ce sont les villes de Tripoli (capitale libyenne) et de Benghazi (fief de la révolution) qui sont essentiellement touchées par ce chaos .

Une lutte d'influence suite aux élections

Selon des experts libyens, ces combats participent à une lutte d'influence entre courants politiques, qui fait suite aux législatives du 25 juin, dont les résultats définitifs devraient être annoncés cette semaine.

À Tripoli, ce ne sont pas moins de 97 personnes qui ont été tuées et plus de 400 autres blessées depuis le début des combats le 13 juillet entre des milices rivales. Ces combats se concentrent surtout autour de l'aéroport, qui a d'ailleurs été fermé après avoir été partiellement détruit.

Cette guerre civile est en fait un affrontement entre des combattants islamistes et leurs anciens compagnons d'armes venus de Zenten, à l'ouest de Tripoli, l'une des villes les plus puissantes de la Libye post-Kadhafi. Considérés comme le bras armé de la mouvance libérale, les ex-rebelles de Zenten contrôlent l'aéroport de Tripoli ainsi que plusieurs autres sites militaires et civils du sud de la capitale.

Restée en dehors du conflit jusqu'à présent, la ville de Benghazi, dans l'est du pays, est également depuis vingt-quatre heures le théâtre de violents affrontements entre l'armée et des groupes islamistes, dont Ansar Al-Charia, classé par Washington comme une organisation terroriste. Au moins 38 personnes, essentiellement des soldats, ont été tuées. On compte également quelque 50 blessés. Samedi, les insurgés avaient lancé une offensive contre le quartier général de l'unité des forces spéciales de l'armée, situé dans le centre de la ville.

Incendie d'un réservoir menaçant Tripoli

Dimanche soir, la Compagnie nationale libyenne de pétrole (NOC), par la voix de son porte-parole, Mohamed Al-Hrari, a prévenu les autorités de la « catastrophe » qui pourrait avoir lieu dans la capitale. En effet, un réservoir contenant six millions de litres de carburant a pris feu après avoir été touché par une roquette, lors de combats dans le sud de Tripoli.

Lundi matin, l'incendie n'avait toujours pas pu être circonscrit. Les autorités ont alors appelé les habitants des environs à quitter la zone, par crainte d'une « explosion d'une grande ampleur ». Le gouvernement libyen a demandé une aide internationale immédiate afin d'éviter une catastrophe majeure. « Plusieurs pays ont annoncé leur disposition à envoyer des avions ». Le danger le plus important est une propagation des flammes aux réservoirs de gaz ménager, selon M. Al-Hrari.

Les djihadistes viennent aider les islamistes

Depuis plusieurs mois, les déclarations tant occidentales qu'africaines faisant du Sud libyen un « nouveau sanctuaire des djihadistes » dans le Sahel se multiplient. Tous pointent du doigt les djihadistes en déroute du Mali, suite à l'intervention de l'armée française. Ces derniers auraient trouvé refuge dans ces vastes étendues désertiques échappant au contrôle de l'État libyen.

Dans des propos recueillis par France 24, Wolfram Lacher, chercheur à l'Institut allemand des affaires internationales et de sécurité et spécialiste de la Libye, déclare : « la mobilisation dans le Sud libyen se fait essentiellement sur base ethnique ou tribale. Alors qu'à Benghazi, Derna et dans d'autres villes du Nord, c'est tout le contraire : la mobilisation des djihadistes est forte et leur présence ouverte ».

Concernant la possible intervention occidentale, il ajoute : « Il n'y a pas de solution rapide aux problèmes de la Libye. Et surtout pas de solution venue de l'extérieur. Une intervention étrangère serait rejetée par une majorité des Libyens. En outre, il serait très dangereux pour Tripoli ou des puissances étrangères de s'allier avec des milices locales contre les djihadistes.

L'intervention d'acteurs externes sur le terrain risquerait de liguier des milices locales et mettrait un frein à toute reprise en main par le gouvernement central ».

Evacuation des Occidentaux

Dans un climat particulièrement hostile, plusieurs pays européens dont la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Turquie, l'Espagne, l'Italie, Malte, mais aussi la Belgique ont lancé un seul et même appel à leurs ressortissants : « Quittez le pays au plus vite ». Dimanche, un convoi de l'ambassade britannique a été attaqué. Son porte-parole a évoqué une tentative de vol de voiture qui n'a heureusement pas fait de victimes. Les Etats-Unis, dont l'ambassade est située sur la route de l'aéroport de Tripoli, ont évacué tout leur personnel diplomatique samedi par voie terrestre, sous une couverture aérienne.

En plus de l'insécurité, les ressortissants étrangers et les habitants de Tripoli font face à une dégradation sans précédent des conditions de vie, avec des coupures fréquentes d'électricité et d'eau courante, auxquelles s'ajoute une pénurie de carburant.

<http://www.levif.be/info/actualite/international/la-libye-en-proie-au-chaos-total/article-4000703799375.htm>

[Découvrez le véhicule tricycle biplaces dont les créateurs pensent qu'il va conquérir le monde](#)

par Arnaud Lefebvre · 30 juil. 2014



Un véhicule tricycle biplaces qui ressemble au [Messerschmidt Kabinenroller](#), conçu par Fritz Fend qui a fait fureur dans les années 50

et 60, veut conquérir rapidement les Etats-Unis. Les premiers exemplaires devraient être livrés début de l'an prochain à plus de 25.000 clients qui ont payé un acompte de 1.000 dollars.

Cette voiture, baptisée Elio, coûte à peine 6.800 dollars (5.000 euros) et consomme 3 litres aux 100 kms.

Avec son trois roues, **Elio Motors** vise surtout les familles qui, à côté de la voiture familiale souvent dévoreuse de carburant, veulent un véhicule plus écologique.

Les voitures sont fabriquées dans une usine de General Motors à Shreveport en Louisiane. Il est possible d'y concevoir 25.000 exemplaires par an.

L'industrie automobile, elle, est moins enthousiaste. Tout d'abord, ces types de start-ups représentent un gaspillage d'argent et ensuite, les Etats-Unis n'ont jamais fait le succès d'un trois roues, **selon les analystes du marché**.



<http://www.youtube.com/watch?v=2Ge1ZGi1bTQ>